

AP n° 2023-APC-116-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
relatif à la modification de l'arrêté préfectoral
d'autorisation n° 2004-A-19-IC
concernant la société FORBO SARLINO SAS
sur le territoire de la commune de Reims**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004, autorisant la société FORBO SARLINO SAS à exploiter son usine à Reims ;

Vu le porter à connaissance transmis dans le cadre de l'examen au cas par cas en date du 15 mars 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2023 ;

Vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale du 20 mai 2023 ;

Vu la réponse de l'exploitant, rendant des observations et donnant accord, dans le cadre de la procédure contradictoire qui lui est accordée pour donner ses observations sur le présent projet d'arrêté.

Considérant que les installations modifiées ne sont pas à l'origine d'impacts ou de risques significatifs pour l'environnement ou les tiers ;

Considérant que les évolutions de la nomenclature des installations classées et les modifications d'exploiter rendent nécessaire la mise à jour du tableau de classement des installations et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 :

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004, remplacé par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-APC-116-IC du 19 août 2009, réglementant les installations exploitées par la société FORBO SARLINO SAS sur le territoire de la commune de Reims, est modifié comme suit :

« L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2311.1	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.).	Lignes de traitement mécanique des fibres textiles (ouverture des balles, aiguilletage, cardage) : - Ligne 1 : 6 T/j - Ligne 2 : 5 T/j Quantité totale : 11 T/j	A
2450-Aa	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante Offset	551 kg/j (technique offset héliogravure sur ligne vinyle)	A
2450-Ba	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante. Autres procédés	- Sérigraphie sur support textile : 2 T/j (atelier utilisant 4T/j d'encre à moins de 10 % de solvant organique - utilisation 40 j/an) - ligne d'impression haute définition (HD) : ~ 2 kg/j (ligne consommant 906 kg/an d'encre à l'eau contenant moins de 10 % de solvant organique ; mode de fonctionnement de la ligne étant 224 jours/an.) Quantité totale : 2,2 T/j	A
2661.1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	Ligne Textile : Latexage sur fibres synthétiques (enduction d'une couche de latex pour colmatage des fibres textiles) : 9 T/j Ligne polychlorure de Vinyle (PVC) : Ligne VH (application de couches de plastisol) : 110 T/j (⇔ quantité de matière entrante susceptible d'être traitée sur la ligne) Quantité totale : 119 T/j	A
1510.2b	Entrepôts couverts	Volume total entrepôts = 260 000 m ³ (sur un groupe de 5 installations pourvues de toitures dédiées au stockage [IPD] hors bâtiments maintenance et administratif) Matières combustibles = 1 223 T (hors logistique) + 6 200 T (logistique) = 7 423 T	E

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2661.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Procédé exclusivement mécanique	Découpe mécanique du produit fini : 22 T/j - ligne LVT (ligne automatisée de découpe de vinyle en dalles ou en laies) - ligne découpe manuelle Broyage / déchiquetage et micronisation des chûtes de production produites sur site : 12 T/j Rectification au bout de la ligne vinyle (rabotage du produit fini): 0,24 T/j Total = 35 T/j	E
2940.2 a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque	Laquage des revêtements vinyles (application d'une couche de protection par vernissage) : 234,4 kg/j <i>Nota : quantité maximale appliquée étant de 105 T/an contenant moins de 10 % de solvant organique (un coefficient de ½ a été appliqué) ; Mode de fonctionnement : 224 jours à l'année</i>	E
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés	Quantité totale de fluide = 563,14 kg	DC
1978.5	Solvants organiques Nettoyage de surface	Nettoyage de surface > 2 T/an	D
2564.1c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Nettoyage des fûts de préparation de la pâte vinyle, produit utilisé hors procédé sous vide, volume de la cuve affectée étant de : 700 litres <i>(produit utilisé: SOLVESTER 1280 et Radia 7192)</i>	DC
2640.b	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de)	Quantité de matière utilisée: 130 T/an sur 224 jours à l'année. Quantité totale de matières utilisées = 580,4 kg/j	D
2662.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	4 silos de poudre de PVC de 120 m ³ chacun Volume total = 480 m3	D
2910-A2	Combustion	Chaudière process fonctionnant au gaz naturel, CH ₄	DC
		P = 1,86 MW (installation de combustion n°1) Chaudières process fonctionnant au	DC

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
		gaz naturel, CH3 et CH6 de 500 kW chacune P = 1 MW (installation de combustion n°2)	
2915.2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Température d'utilisation < au pont éclair du fluide	Quantité en circulation : - CH1 : 7000 litres - CH3 : 2000 litres - CH5 : 600 litres - CH6 : 800 litres Quantité totale = 10 400 litres	D
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') Lorsque la charge produit de l'hydrogène	Puissance totale cumulée : 170,56 kW	D
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)	Stockage non pourvu d'une toiture et exclu de la rubrique 1510 : - benne de déchets carton/papier: 35 m³ - benne de mandrin en carton: 35 m³ Volume total = 70 m³	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets	Stockage non pourvu d'une toiture et exclu de la rubrique 1510 : - stockage palettes bois usagées en extérieur: 70 m³ - 1 benne de bois : 35 m³ - caisses bois usagées : 50 m³ - stockage de palettes neuves en extérieur: 180 m³ Volume total = 335 m³	NC
1978.3a	Solvants organiques Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative	Héliogravures sur support PVC : 2,75 T/an	NC
1978.3b	Solvants organiques Impression sérigraphique en rotative sur textiles	Impression sérigraphique en rotative sur support textiles : 1 T/an	NC
1978.8	Solvants organiques Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier	Vernis ultraviolet (UV) appliqué sur matière plastique en PVC : 1,4 T/an	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	P = 50 kW	NC
2714	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stockage de déchets provenant de l'extérieur ~ 20 m³	NC
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques	Consommation de solvant organique ~ 7,15 T/an	NC

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	16 kg	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1	3 150 kg	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 2 ou chronique 2	267 kg	NC
4718.1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Quantité totale = 0,80 T	NC
4719	Acétylène (numéro CAS [Chemical Abstracts Service number] 74-86-2)	Quantité totale = 36 kg	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	4 bouteilles de 10,6 m³ chacune ⇔ 0,058 T	NC
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution Stockage aérien	Cuves aériennes de FOD (<i>Fuel domestique</i>) / - chaudière pour bâtiment administratif : 6500 litres - chaudière du bâtiment CE : 1500 litres - gasoil pour groupe électrogène : 200 litres - réserve maintenance : 200 litres Quantité totale = 7,4 T	NC

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée ; D : déclaration ; NC : non classé

»

Article 2 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne (soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société FORBO SARLINO SAS, 63 rue Gosset à Reims (51100).

Monsieur le Maire de la commune de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le

14 JUIN 2023

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Emile SOUMBO